

au Canada s'est appauvrie en perdant sir Richard Cartwright, qui, pendant de si longues années, a été le partisan convaincu de la politique des membres assis en face de moi.

Il est difficile et peut-être odieux de faire des comparaisons; je crois cependant que je serais indigne de mon mandat si, en opposition à tous les événements qui se sont produits pendant le cours des vacances parlementaires, je ne mettais en évidence le voyage qu'à fait en Angleterre le très honorable chef du Gouvernement. A mainte et mainte reprises depuis mon entrée au Parlement j'ai été frappé de la fidélité des membres de l'opposition envers leur chef; aussi, j'aime à leur apprendre que de notre côté nous éprouvons le même sentiment à l'endroit de celui qui est le chef du parti conservateur et chef du Gouvernement. Nous admirons tous son courage, sa prudence, et, je puis bien le dire, nous avons tressailli de joie quand, au cours des récentes élections, il a, en face d'un auditoire hostile, déclaré que, plutôt que de renoncer à son opinion, il abandonnerait toute chance d'être jamais premier ministre du Canada. On sait quelle forte instruction il a, combien droites sont ses intentions. On connaît son zèle pour la chose publique. Nous avons vu avec quelle habileté il a su conduire la présente administration au cours de la session dernière. Car, monsieur l'Orateur, c'est chose bien connue que, dans l'histoire de tout parti politique, il n'est pas de moment où la désunion soit le plus sujette à se produire que lors de cette première session où il exerce le pouvoir. Je n'ai pas encore à ce moment appris à observer cette obligation de sentiment qui unit entre eux ceux qui viennent de s'engager dans ce que l'on peut à bon droit qualifier d'énorme machine politique. Nous, les membres de la droite, nous admirons et nous estimons l'homme pour son courage et pour son tact. Nous avons compris, en le voyant partir pour l'Angleterre, que de nouveaux problèmes allaient retenir son attention. Nous nous demandions ce qui allait arriver. Si on me le permet et si ce n'est pas aller trop loin je dirai que nous avons lu ses discours, que, jour par jour, nous avons suivi ses mouvements et nous avons pu constater qu'il faisait impression sur le public anglais.

Les journaux et les hommes politiques d'Angleterre sont lents à manifester de l'enthousiasme; c'est néanmoins ce qu'ils ont fait dans le cas du très honorable chef du Gouvernement. Nous avons admiré sa circonspection. Il s'est gardé de lier le Canada à aucun plan défini. Il est cependant une politique qu'il a clairement énoncée, et c'a été que, si le Canada se chargeait de quelque responsabilité, ce serait à charge d'être consulté par les chefs de

M. W. F. NICKLE.

la nation. C'a été avec un sentiment de joie que nous l'avons vu revenir dans ce pays, et aujourd'hui, monsieur l'Orateur, nous savons que le nom de Borden est inscrit sur ce parchemin où déjà la renommée a grevé les noms de grands Canadiens.

Je ne m'attacherai pas, comme l'a fait mon honorable préopinant (M. Rainville), à rappeler par le menu les progrès du Canada. Cependant on m'excusera peut-être de lâcher quelque peu la bride à mon imagination. Un contraste à vous signaler tout d'abord. Il s'est l'autre jour présenté à nos yeux un magnifique spectacle. Pour la première fois j'ai vu sur le trône un gouverneur de sang royal et la salle du Sénat s'est remplie des représentants de la richesse, de l'intelligence et du savoir-faire canadiens. En contemplant cette scène ces arches gothiques resplendissantes des couleurs du soleil couchant, j'ai été ramené en imagination à cette année 1792 où le gouverneur Simcoe réunissait à Kingston son premier conseil législatif dans une maison recouverte de laté et que l'on voit encore nichée au flanc de la colline, maison de quinze pieds carrés ou à peu près, comme le savent ceux qui l'ont visitée. Le Canada a fait depuis d'énormes progrès. Nous commençons à voir les premières manifestations d'un peuple passé à l'état de nation, nous commençons à sentir notre importance et, bien que ne sachant pas encore quand ni comment, nous avons idée que le jour est proche où le Canada comptera dans le monde pour une puissance. Aussi, c'est avec confiance que nous envisageons l'avenir.

Mais, monsieur l'Orateur, il ne m'appartient pas de retenir l'attention de la Chambre à une discussion de la grandeur du Canada ou de ses hommes éminents.

Il est fait allusion à certaines choses dans le discours du trône, et l'une des plus importantes est celle qui a trait aux banques. Je doute que le commun des canadiens sache quels formidables progrès ont été accomplis au Canada dans cette branche d'affaire. Au cours des douze mois écoulés le 30 avril 1912, le capital versé des diverses banques autorisées s'est accru de \$100,000,000 à \$100,038,000, et, le reste ou excédent de \$85,000,000 à \$100,038,000. Le chiffre des dépôts dans les caisses publiques canadiennes est passé de 837 à 960 millions, celui des dépôts faits hors du pays, de 69 à 85 millions. Dans le même temps l'actif total des banques a grossi de 1,247 à 1,439 millions. Le total des prêts en cours, représentant des avances à la fabrication, aux mines, à l'agriculture et au commerce, a augmenté de 710 à 833 millions. A la fin de 1911, il y avait au Canada 2,437 succursales de banques, pendant qu'en 1912 il s'en est trouvé 2,793. Et cependant, monsieur l'Orateur, notre vanité a reçu quelques rudes chocs au cours